L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 9 FEVRIER 1847.

IMPRIME ET PUBLIE PAR
MAGNE & WEISSE,
No. 81, rue des Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 9 FEVRIER 1847.

NOMINATIONS WHIGS
POUR SENATEURS
JAMES P. FRERET.
FERGUS GARDERE.
POUR REPRESENTANT DU 3me DISTRICT
RANDELL HUNT.

ASSEMBLEE GENERALE DES WHIGS.

Les Whigs de la Nouvelle-Orléans sont convoqués à une réunion générale qui aura lieu à la Bourse ST. LOUIS, aujourd'hui sur, à 7 heures, pour adopter des mesures destinées à assurer le succès de leurs candidats à la prochaine élection spéciale. Whigs, trouvez vous en masse à cette assemblée.

☞ Les whigs de notre ville n'ont pas besoin qu'on leur recommande de se rendre à l'assemblée générale convoquée pour demain soir, à la Bourse St-Louis. Nous sommes à la veille de l'élection et chacun doit s'empresser de faire preuve de zèle.

☞ Les journaux du parti locofoco, qui ont quelque sens et quelque modération, attachent assez vivement la *publication* de la lettre du général TAYLOR, mais ne partagent la *lettre elle-même*. Cela est tout naturel; car il n'y a rien dans cette lettre qui ne soit convenable et digne, rien qui ne porte l'empreinte de cette sagesse et de cette réserve que le général TAYLOR sait unir à une ardeur toute juvenile; rien surtout qui soit un reproche direct contre l'Administration. Nous l'avons dit et répété, c'est surtout la justification d'un acte qu'on a blamé dans le temps et que le général tient néanmoins pour un acte de sagesse. Si quelques faits cités par lui engagent la responsabilité de l'Administration, ce n'est assurément pas lui qu'il en faut accuser. Ce n'est pas lui surtout qui, tout rendre comptable, jusque plus ample informé, d'une publicité qui n'était pas faite.

Les journaux locofocos un peu haut placés le comprennent bien qu'ils ne touchent cette question qu'avec toute réserve. L'*Union* elle-même tout en se montrant très vivement contre les journaux qui se servent de la lettre du général TAYLOR pour soulever contre la conduite de l'Administration, ne tonne ni contre la lettre ni contre son auteur. "L'administration assurément ne peut approuver la lettre du général Taylor," nous dit-on, pointe de la feuille officielle, car elle sait bien que, si l'on feuilletait la correspondance particulière de nos généraux, celle même de Washington, l'on pourrait y trouver des lettres non autrement *compromettantes* que ne l'est celle du vainqueur de Monterey. Mais les journaux à la suite ne sont pas obligés d'entrer dans de pareilles considérations; ils croient, n'y songeant pas, se permettre d'ignorer en parlant de cette épouvantable lettre que peut être un livre qui pas mis en public suffit pour faire justice de certains auteurs.

Le *Républicain* de Savannah traite fort durement la majorité de la chambre des représentants qui a chassé hier en une espèce de censure les résolutions de remerciement, présentées par M. UNDERWOOD.

Nous aurions trouver de paroles, dit ce journal, pour dire de quel mépris on devrait couvrir la mémoire des représentants, pour la grossière insulte qu'ils viennent d'adresser avec préméditation au commandant en chef de notre armée du Mexique. Nous nous attendions à presque tout de la part des membres du parti dominant au Congrès, mais nullement à pareil acte pour eux que d'avoir montré si peu d'égards envers les grands intérêts du pays et tant de dédain pour toutes les convenances et le respect personnel! N'existe-t-il pas assez pour eux que d'avoir gaspillé des millions et jeté l'humiliation et la honte sur la nation? Ne pouvaient-ils pas chercher un autre mode de désignation pour ceux qu'ils ont adressé une telle insulte à un homme qui a blanchi au service de la patrie et qui peut être dans le moment actuel, un des seuls qui ait la gloire de lui rester fidèle? Nous doutons que les annales d'aucune nation nous fournissent un exemple du même genre. La page est immense de la France Révolutionnaire n'offre pas à rougir de ses excès. Par trouverait-on même une excuse dans les ombres sanglantes qu'elle avait eu à subir et l'espèce de vengeance furieuse qu'ils pouvaient la vengeance. Il n'avait d'autre but que de venger de ses faiseurs, et ne se rendait point coupable d'ingratitude. On n'en peut dire autant de ceux qui traitent sommairement le général TAYLOR. Assurément si pays ne pas tolérer une pareille conduite de la part de ses représentants. Des demagogues, n'ayant ni mérite militaire et oublieux de l'honneur et de la dignité nationale, ont mis le peuple en mesure de savoir un gré exemplaire de honorer, récompenser un homme qui en traite avec indignement. Le vote du peuple est avec le vieux héros, et ses ennemis auront bientôt à compte sévère à rendre à l'indignation populaire."

Depuis que nous avons le bonheur de vivre sous le régime du Locofocoisme, il s'introduit chaque jour dans notre système des modifications qui, pour n'accomplir insensiblement, n'en sont pas moins fort sérieuses. Naguères encore c'était au Congrès qu'appartenait l'initiative des mesures législatives; c'étaient les membres du Congrès qui préparaient les bills et les offraient à l'approbation des deux Chambres. Nous ne rivons peu à peu à nous défaire de cette habitude, et depuis cette session principalement, tout émane du Président et de son cabinet. C'est l'Exécutif qui se charge du travail préparatoire; et quand il a rédigé à sa convenance un bill dont il a besoin, il trouve toujours quelque complaisant ami qui se charge de le lancer dans l'une des deux Chambres. Les comités eux-mêmes, quelques une au moins, s'en chargeraient, s'il le fallait. Les choses se passent presque exactement comme dans certains pays de l'Europe : le ministère rédige un *projet de loi*, puis l'apporte aux Chambres qui le discutent, l'adoptent. L'intermédiaire seul est différent; mais le résultat est identique.

Les deux mesures les plus importantes de la session dernière et de la session actuelle, le tarif de 1846 et le bill de l'emprunt, sont sorties toutes faites des bureaux du secrétaire de la trésorerie. Toutes deux ont été longtemps discutées et examinées avant d'arriver devant le congrès, et on les a apportées aux représentants du peuple, en leur disant en quelque sorte : "Tenez, voire besogne est faite; vous n'avez plus qu'à adopter." Et les locofocos n'empressent de se rendre à la parole du maître, c'est à peine s'ils laissent à leurs adversaires le droit de discuter et de proposer des amendements. Il semble que ce soit un impertinent devoir de ne pas toucher au fond de ces mesures exécutives. *Sint ut sunt*, telle semble être la devise du parti. Cela est si vrai que les membres du congrès qui ont essayé de transformer en un emprunt franchement avoué, l'emprunt déguisé du bill de vingt-trois millions, ont été assez vivement maltraités par la majorité.

Cette manière de procéder est un des bienfaits du locofocoisme; et il n'est pas hors de propos de signaler ce nouveau système, afin que l'on voie comment le parti dominant entend l'exercice de l'autorité dans une république. Il tend chaque jour à augmenter d'une façon exorbitante les attributions et la responsabilité de l'Exécutif, il arrive tout naturellement à concentrer tous les pouvoirs dans une seule main. Cela ne vous semble-t-il pas essentiellement démocratique?

☞ Quelques-unes des pièces de la correspondance échangée entre le général TAYLOR et le département de la guerre, ont été, par l'ordre du Président, soumises aux comités des deux chambres, et cette communication a donné lieu à beaucoup de commentaires de la part des correspondants de Washington. Il paraît qu'il s'agissait uniquement de démontrer aux comités que les Réguliers étaient préférables aux Volontaires. On pense que les comités en ont pleinement satisfaits de la démonstration.

AVIS AUX JOURNAUX.—La dernière circulaire du directeur-général des Postes avait inspiré à quelques-uns de nos confrères des doutes sur le droit que possèdent les journaux d'envoyer à leurs abonnés leurs *bills* sous la même enveloppe que leur feuille, sans avoir besoin de payer un supplément de port. L'administration des Postes, interrogée à ce sujet, vient de répondre la question affirmativement. "Tout aussi bien qu'avant le passage de la loi postale de 1845, les éditeurs de journaux peuvent transmettre leurs bills d'abonnements, francs de port, suivant les dispositions de la section 156 des réglements de l'administration des Postes."

LA MALLE DU NORD a manqué hier au-delà de Charleston. Nous profitons de la place que cela nous laisse pour donner toute la suite de notre *Petite chronique Parisienne*.

H. HERZ ET SIVORI.—Ces deux artistes sont arrivés hier dans notre ville. Ils venaient de Colombus, après avoir séjourné quelque temps à Charleston et à Savannah, où, toute proportion gardée, ils ont obtenu des triomphes aussi brillants que ceux qui ont signalé leur passage dans les villes du Nord. Ils doivent faire *fanatisme* parmi nous. Henri Herz a pour lui non-seulement sa réputation, mais encore la popularité dont jouit sa musique. Sur quel piano ne la trouve-t-on pas! M. Sivori n'a pas ce dernier avantage; mais la renommée de son talent a excité parmi nous une curiosité si vive que tout le monde voudra l'entendre. La réunion de deux hommes aussi éminents ajoutera d'ailleurs un prix infini à leurs concerts. Qu'ils commencent donc bien vite; et ils se verront entourés sur le champ d'une foule empressée, capable de les comprendre, capable de les apprécier. Notre public, ou du moins la majeure partie de notre public est animée d'une véritable sympathie pour les artistes qui se prennent au sérieux. Elle n'a pas besoin de *réclames* pour venir à eux et leur faire l'accueil qu'ils méritent.

MLLE BLANGY.—Les deux dernières soirées de cette charmante danseuse ont dignement couronné son séjour parmi nous. Samedi, malgré le temps le plus épouvantable, la salle du Théâtre Américain était comble; et dimanche elle était trop étroite pour la foule qui s'y pressait. Le public avait voulu faire de dignes adieux à l'artiste qu'il a prise en grande faveur, artiste et public se sé,arent satisfaits l'un de l'autre; mais il reste au dernier l'espérance de revoir quelque jour la gracieuse fée qui s'envole. Le retour de Mlle Blangy sera une véritable fête et nous lui conseillons, dans l'intérêt de nos plaisirs, de ne pas trop longtemps s'oublier à la Havane. Que ses succès là-bas ne lui fassent pas oublier ceux qu'l attendront encore ici.

Chronique Locale.

CINQUIEME COUR DE DISTRICT.—Dans l'affaire de P. A. Hughes, demandant un writ de quo *warranto* contre les prétendus commissaires nommés à l'effet de tenir une seconde élection de directeurs de la compagnie de la Bourse des Marchands de cette ville; la cour a décidé hier que ces actionnaires n'avaient pas le droit de déclarer la première élection nulle et non-avenue, en décembre dernier, de non avenue. Cela appartenait à une cour de justice. En conséquence, la cour a maintenu le que warranto et a déclaré l'élection de février dernier, de non avenue. Les défendeurs paieront les frais du procès.

On se souvient que M. Bennett B. Simms a été envoyé récemment à la prison de paroisse pour s'être porté à des voies de fait, dans l'enceinte même de la chambre, envers un des honorables représentants de l'Etat. La chambre qui avait donné l'ordre d'emprisonnement, a enjoint hier au sergent-d'armes d'aller chercher le prisonnier, ce qui a été fait à l'instant même.

POLICE.—Le nommé John Cénon, accusé de vol de chevaux, et Nathaniel M. Parsons, accusé de vol, ont été conduits hier au bureau du recorder Baldwin, qui, après l'investigation préliminable, les a renvoyés tous les deux pardevant la première cour de district.

COUR SUPREME.—Ce tribunal a ajourné à lundi prochain la lecture des décisions qu'elle devait rendre hier.

1re COUR DE DISTRICT.—Thomas Casey, accusé de vol, a été hier mis en jugement, et trouvé coupable.

Elizabeth Johnson, f. d. c., l., accusée d'un semblable délit, a été acquittée.

Henry Smith, accusé d'avoir enlevé, il y a quelque temps, du magasin de M. Gynne, rue Royale de Chartres, une pièce de rotonnade, a été également acquitté par le jury.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITE NO 1.—Séance de lundi soir. Le Recorder Genois occupe le fauteuil.

Le secrétaire donne lecture d'un message du Maire, désapprouvant la résolution de M. Fabre, ratitivement au jeu de loto. M. Fabre demande au secrétaire quel jour la résolution a été transmise au Maire. Le secrétaire répond que la résolution a été transmise au Maire jeudi dernier. M. Fabre propose alors de référer ce message au comité des réclamations; mais cette motion a été mise de côté par le président.

La motion que le conseil maintient le véto du Maire. Sur cette motion, l'appel nominal est demandé par M. Fabre. Le véto est maintenu par 5 ont, 3 non.

Le secrétaire lit ensuite plusieurs propositions cachetées de différents individus pour le nettoiement des rues du 3d district.

Sur motion de M. Latour, la proposition de M. Philip Lanata est acceptée. Il propose de faire l'ouvrage pour la somme de $2,600 annuellement.

Une lettre de M. Carlisle Pollock, le contractant pour le nettoiement des rues du 4ème district, est lue et est référée au comité des réclamations.

Les personnes suivantes sont envoyées par le Maire au conseil, comme commissaires, pour prendre le recensement de la première Municipalité, conformément à une loi récemment passée par la Législature :—MM. G. S. Sévernon, Laurent Dubuc et E. A. Michel. Les deux premiers nons sont confirmés, le dernier est rejeté.

Le conseil ordonne que lundi prochain, il procédera à l'élection d'un collecteur sur les chiens.

La nomination de M. Armand Dejean est ensuite envoyée par le Maire, comme commissaire, pour faire le recensement de la troisième Municipalité, en remplacement de M. Michel, dont le conseil vient de rejeter la nomination. Le nomination de M. Dejean est confirmée.

Après quelques affaires de peu d'importance, le conseil s'ajourne.

LEGISLATURE DE LA LOUISIANE.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—*Lundi 8 février.*

M. TEXADA présente, au nom de M. Joffrion, une résolution enjoignant au sergent d'armes de relaxer immédiatement M. Bennett B. Simms, renfermé dans la prison de paroisse par ordre de la Chambre.—Adoptée.

M. Willis présente un mémoire de M. J. P. Canonge, ex-juge de la Cour criminelle du 1er District, touchant certaines réclamations que le pétitionnaire a contre l'Etat. Référé au comité judiciaire.

M. Sandidge présente une résolution conjointe, défendant à l'imprimeur de l'Etat de publier les rapports des comités ou leurs projets de loi, à moins que lesdits rapports et projets de loi ne soient la partie du procès-verbal.—Cette résolution est lue trois fois et adoptée.

M. Smith présente une résolution, enjoignant au conservateur du bureau des terres publiques de faire savoir à la Chambre combien il a été vendu d'acres de terres de la 16me section.—La résolution passe.

M. Tuomey, au nom de la majorité du comité des élections, rapporte un acte pour faire des successeurs des officiers éligibles par le peuple, dans toutes les paroisses, celles d'Orléans et de Jefferson exceptées.—Déposé sur le bureau sujet à l'appel.

M. Texada, au nom du comité des améliorations, introduit un acte pour améliorer les différents cours d'eau de l'Etat.—Référé au comité judiciaire.

M. Carrigan présente une résolution, à l'effet de nommer une commission de trois membres chargée de s'enquérir de la manière dont les lois de la dernière session ont été traduites en français.—Référé au comité des impressions.

M. Willis, annonce qu'il présentera un acte pour amender l'acte relatif aux impressions.

M. Smith, au nom du comité spécial chargé de faire une enquête au sujet des violences exercées récemment par plusieurs volontaires, rapporte un acte pour maintenir la suprématie des lois.—Référé au comité judiciaire.

La Chambre adopte l'amendement du Sénat au bill qui établit un bonifice des aliénés à Jackson, paroisse d'Est-Feliciana.

Les deux actes suivans sont lus une 3ème fois et passent :—"Acte affectant $2,500 à l'amélioration du bayou Terrebonne,"—"Acte allouant $6,000 pour l'achèvement du Raccourci."

La Chambre s'occupe ensuite du bill qui détermine les services du coroner et qui fixe l'honoraire auquel il a droit pour chaque levée de corps. Après avoir discuté le bill en comité général, la Chambre s'ajourne à demain.

SENAT.—Une communication du trésorier de l'Etat, concernant les impressions de l'Etat, est référée au comité de finances.

M. Brasseur annonce qu'il présentera un bill pour incorporer la Compagnie de Télégraphes magnétiques entre Washington et la Nouvelle-Orléans.

Le bill relatif au salaire des assesseurs est rapporté sans amendement, par M. Felix Garcia.

Après quelques explications de la part de ce membre, le bill passe.

La délibération sur l'acte dont le but est la protection de ceux qui s'enrôlent au service des Etats-Unis, pour faire la campagne du Mexique, est, sur motion de M. Brashear, différee jusqu'à jeudi prochain.

M. Porter réclame la prise en considération du bill qui a pour but de fixer dans une autre localité un des bureaux d'élection de la paroisse Sabine.—Le bill passe après quelques explications de l'honorable sénateur.

Le bill autorisant les recorders de paroisse et les juges de paix à accorder des licences de mariage, donne lieu à une vive discussion, et est enfin adopté.

L'acte pour réprimer le jeu est, sur motion de M. Nicholas, renvoé au comité de l'instruction publique.

Plusieurs autres bills sont adoptés, et d'autres référés à divers comités, puis le Sénat s'ajourne.

ORDRE DU SENAT.—Un correspondant de l'*American* de Baltimore donne au signe 9, qui veut bien signifier pleurer, l'origine suivante :

"Les Romains divisaient la journée en 8 régions ou divisions. On trouve souvent dans Don Quichotte ce mot : *Il une palos de hora*", ce qui ne veut rien dire autre chose qu'une pissote ou huit heures. Les huissiers de garde à la porte du sénat romain, et le président d'un des tribunaux qui devaient exprimer des plaintes, et de là on veut le signe 9 dont nous nous servons aujourd'hui. On dit que c'est le général Hamilton qui, le premier, en a fait usage parmi nous.

RENTRE POUR BALANCE DE COMPTES.—Le navire *St-Lawrence*, arrivé hier de Liverpool, a apporté une somme de $102,140 en or.

ESCROQUERIES.—Quelques marchands de Charleston et de Savannah viennent d'être légèrement exploités par deux chevaliers d'industrie. Dans la première de ces villes, c'était un individu qui se donnait le nom de A. J. Harford, se disait anglais et prenait des airs de gentleman. Il avait, disait-il, dix ou douze mille piastres à mettre dans une bonne affaire. Il lorgna d'abord sur le marché une assez bonne quantité, de farines qu'il essaya de réaliser au comptant, pour en emporter le prix; mais l'essai ne lui réussit pas; il se contenta alors de se faire livrer à crédit quelques marchandises, de la toile, des habits tout faits, etc., puis il décampa en emportant aussi les habits d'un de ses camarades d'hôtel et se gardant bien de payer le prix de son séjour.

A Savannah, James Dillon, c'est le nom de l'autre, prenait des marchandises dans différens magasins, à l'aide de faux ordres soi-disant signés du maire de la ville. Il avait la fidélité de cette rubrique, des habits, des montres d'or et d'argent, des articles d'épicerie, etc. On estime à quelques centaines de piastres la rançon faite par cet individu qui n'a pas trop mauvaise mine, et trop mauvaise façon, à ce qu'il paraît. Du reste, comme l'autre, il a filé à temps du théâtre de ses exploits.

M. Thiers jugé par l'University Dublin Magazine.

De tous les hommes d'Etat contemporains, il n'en est pas dont l'individualité soit plus nettement marquée que celle de M. Thiers; il n'en est pas dont le portrait soit aussi difficile à esquisser. Il ressemble à ces images placées derrière un verre cannelé; les traits sont frappants, mais changent complétement selon le point d'où on les envisage.

— M. Thiers, journaliste dans le bureau du *National* ou dans celui du *Constitutionnel* — M. Thiers à la tribune attaquant le ministère. — M. Thiers à la même tribune, président du conseil, défendant les actes du cabinet. — M. Thiers, historien du Consulat et de l'Empire. — M. Thiers, enfin, dans les salons splendides de sa maison de la place St-Georges. Voilà autant d'individus différents qui ne forment qu'un seul personnage, mais n'en ont pas moins, selon nous, des traits bien caractéristiques. Né pauvre, il eut à acquérir de la renommée. Ayant échoué au barreau, il devint homme de lettres; aspirant à se distinguer dans la vie politique, il prit place dans les rangs du parti libéral, plus par nécessité que par inclination. C'était le seul parti qu'il pût raisonnablement rêver un parvenu ou un aventurier. Il commença par rajeunir quelques associations révolutionnaires et se constitua à la Danton. Comme les hommes d'imagination vive, il était devoré de besoins, et dut les premiers moyens de les satisfaire à la munificence de M. Laffite. Sa réputation, quelque grande qu'elle soit aujourd'hui, en masse, n'a dû son éclat à son génie, mais beaucoup aussi aux circonstances. En effet, sans la révolution de Juillet, M. Thiers ne serait maintenant rien de plus que l'idole de quelque coterie littéraire dans une ville de province.

Nous ne savons si ce petit compliment du *Magazine* de Dublin ne doit appeler une pluie ou un pave; mais, à coup sûr c'est l'un ou l'autre. Que M. Thiers choisisse.

Petite Chronique Parisienne.

Paris, 30 décembre 1846.

La mode oblige les écrivains qui rédigent, par goût ou par état, le feuilleton parisien, à produire régulièrement, dans la première quinzaine de décembre, la petite pendule que voici.

Enfin, la voici revenue cette saison charmante, saison de neige et de la froidure, cette odorante saison de dinder, des brouillards, de la bise et des catarrhes, saison charmante, saison voluptueuse, &c, &c."

Les Anglais ont beaucoup moins d'esprit que nous, et un peu plus de bon sens. Ils trouvent que l'Hiver, avec son museau chagrin, son chef emmitouflé, sa chevelure neigeuse, sa barbe à grandioles de givre, son aulne et ses rhumatismes, est un bonhomme peu engageant à voir. Le bon qui Anglais n'a vu lorsque l'Hiver arrive. Celui-ci entre par une porte, courbe sur son bâton de bois mort, celui-là se sauve par l'autre et court se réfugier sous le ciel de Nice ou de Florence.

Quant à nous, c'est différent : au lieu de nous sauver quand l'Hiver nous menace, c'est devant lui que nous nous prenons la fuite. A peine la première bûche brûle-t-elle nous a-t-elle annoncé l'approche de l'hôte divin, que Paris est sens dessus dessous. L'arrivée de la pensée ne nous jetterait pas dans une plus chaude alarme. Le moment de le recevoir, on ne voit plus, on semble se fuir. C'est un sauve-qui-peut général. Les hommes se dépouillent en toute hâte de leurs parterres d'*Agrès de Méranie*, l'auteur étant très indécis et ne savant s'il appellerait sa pièce un *drame* ou une *tragédie*. Plusieurs de ses amis lui conseillaient chaudement le premier parti, comme un moyen de séduire au silence le directeur intéressé et d'attendre quelques poèmes un peu hargneux. Mais les autres, plus intrépides, ont eu maintenir M. Ponsard dans la voie de l'honnête et de la franchise, et l'affiche a dit : — *Tragédie*. — On a généralement eu gré à M. Ponsard de cet acte de probité littéraire.

Le lendemain de la représentation, on ne voyait que gens affairés qui s'avaient, pu pénétrer dans la salle et qui allaient demandant des nouvelles de la soirée. Quelqu'un aperçut M. Camille R....., le plus aimé de nos grands peintres, et lui dit : " Eh bien, c'est un fait exprès, des deux mille personnes qui étaient hier à l'Odéon, aucune n'a le bon esprit de me tomber sous la main."

— *Elles* dorment encore, répondit l'artiste de ce grand air de bonhomie qui lui va si bien.

Un des religieux usages des gennes gens à la mode, on qui se disposent à faire leur entrée dans le monde, est de fréquenter assidûment les cours de danse de Celleriers ou de Laborde.

Excepté les heures réservées aux jeunes filles et aux jeunes femmes, bravées-le si le salon du maître devient impénétrable, même aux pères et aux mamans, ces cours attirent une société des plus galantes.

Comme il est reconnu que les hommes, entr'eux, n'enseignent difficilement les grâces qui distinguent de la grâce et de l'abandon, les professeurs engagent à leurs cours un certain nombre de jeunes danseuses appartenant aux rameaux les plus fleuris des sapeliers de l'Opéra.

Ces aimables recrues viennent, pour heures et se chargent moyennant ce prix, d'assouplir et de perfectionner les personnes qui veulent bien les honorer de leur confiance.

Le premier acte de ces demoiselles, plus portées que les autres vers l'enseignement, assistent à trois cours dans la même journée, et gagnent six francs. Leurs exercices sont, pour la plupart, des hymnes de grands moins. Elles font tout leurs jours pour les inscrire en état de guerre aux femmes du monde. Quand ils sont dressés, ils prennent leur solde, et les inquiétudes n'en entendent plus parler.

Et ceci est une remarque à faire que ces pauvres filles travaillent presque toujours au profit des grandes dames, — sont qu'elles enseignent la mazurka, sont qu'elles enseignent l'amour.

Mais, au fait, a quoi bon parler de danse et de danseurs? Est-il sérieusement probable qu'on danse encore? La cour annonce ses nuits, et voilà tout. Aucun salon ne donne encore signe de vie, et sorte la rue droite comme un fuseau gauche, c'est la même tristesse et le même silence. Et pourquoi cela? Nous vous prie! pourquoi ces bals si nombreux et ces soirées désertes? pourquoi tant de silence là où nous espérions des éclats de bruit!

Entre des grandes hypothèses de notre époque qui est peut-être bien la chance.

Il est hors de doute que la chance, le vent qu'on éventait à la pratiquer, s'accommode avec assez de rigueur.

Ici le corps est de un van de ceux les plus imposants — par le moyen des quelques jupes des unes de pantalons, et des dons très larges des autres pantalons.

2o De l'intérêt personnel, — par la voie des annonces, des recettes, et des souscriptions au recueil de la démence et de la protection du plus grand nombre.

3o De la mesquinerie modeste, — par notre d'un abus dont nous avons dit ci-dessus quelque chose.

Cet hiver, les jupes à cerceau sont si extraordinaires, si gigantesques et si grotesques à la fois, si malheureux, qu'on ne donnera ni bals, ni fêtes, ni grands dîners d'apparat.

Il est tant pas, d'ici, accroître les dimensions de ces jupes qui bouffient du système d'endroit de ce qui termine l'un et l'autre côté, et qui ne peuvent se réserver à l'un ou à l'autre côté, et qui ne peuvent danser sans se heurter.

Ce mécontentement aura pour effet d'économiser la bonne moitié des revenus. On fera beaucoup de quelques bals de la rue de Rivoli, de personnes inscrits dans les journaux, et cette somme totale, on prendra le deuil en l'honneur des ministres qui, que ou ne pouvait de taxe, de forêts, de recrutement, de sucre indigène, de sucre colonial, de tabac, de papier timbré, de patentes, de timbre, de poste aux lettres, de sel, de poudre, de chemins vicinaux, de canaux, de navigation intérieure, de pêche fluviale, de pêche maritime, de haras, de remonte, de police sanitaire, de quarantaines, de douanes, de sucre de betterave, de sucre de canne, de sucre exotique